

A la suite d'une dispute à Okala

Un militaire étrangle sa compagne et tente de se suicider

Styve Claudel ONDO
MINKO
Libreville/Gabon

Après s'être rendu compte qu'il venait d'ôter la vie à sa dulcinée, Lionel Nze aurait trouvé refuge chez sa mère. Sauf que les remords étaient si forts, qu'il va tenter à sa propre vie, en ingurgitant de l'acide, à l'origine de son état végétatif actuel.

ANNE-MARIE Bya, Gabonaise d'environ 39 ans, a tragiquement trouvé la mort, dans la nuit de lundi à mardi dernier, à son domicile d'Okala, dans la commune d'Akanda. L'auteur présumé de cet acte serait Lionel Nze, un militaire qui se trouve actuellement en soins intensifs. Et pour cause, après avoir commis son forfait, le soldat a tenté de mettre un terme à ses jours, en absorbant une dose d'acide. A ce propos, les nouvelles

en provenance de l'Hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba (HIAOBO), où il se trouve en réanimation, sont loin d'être rassurantes. Toutes les circonstances ayant conduit le militaire à commettre son acte désespéré ne sont pas encore clairement élucidées. Les seules informations actuellement en notre possession font état de ce que les faits se seraient produits à une heure très avancée de la nuit.

En effet, Anne-Marie Bya occupait, avec quatre de ses enfants (neuf au total), un petit appartement dans la propriété de son oncle. C'est donc ce lieu qu'elle a chaleureusement ouvert à Lionel Nze, le père de son dernier enfant de 8 mois. Selon nos sources, le militaire aurait rendu visite à sa dulcinée la veille du drame, apportant à son nourrisson couches, lingettes et autres produits nutritifs. Mais dans la nuit de lundi à mardi dernier,



Photo : D.R

La victime, Anne-Marie Bya, laisse plusieurs orphelins.

lorsqu'il arrive sur les lieux, le portail de la concession est fermé. Aussi, le jeune homme décide-t-il d'escalader la muraille. « Pour l'instant, nous ne pouvons pas dire avec exactitude comment la situation a fini par dégénérer cette nuit-là entre Anne-Marie et Lionel », indiquent des



Photo : SCOM

Les deux amants résidaient à Okala, un quartier qui a déjà été le théâtre du meurtre d'une dame par son compagnon.

proches de la défunte. Toutefois, les traces de violence retrouvées sur la dépouille font penser à une strangulation. Pendant la dispute, les jumeaux de 5 ans et la fillette de 3 ans sont profondément endormis. Seul le nourrisson est éveillé à l'arrivée des forces de police. En effet, après avoir en-

voyé ad pâtres sa compagne, Lionel Nze prend aussitôt la direction de son domicile familial, sis également à Okala, à quelques encablures de celui de sa dulcinée. C'est de là qu'il se serait confié à sa mère. Cette dernière a immédiatement alerté la Police d'investigation judiciaire (Pij). Quelque temps après, les

éléments de ce corps rallieront la scène du crime, en escaladant la barrière, vers 5 heures, le portail étant toujours fermé. Après avoir toqué à la fenêtre du maître des lieux, ce sont ces mêmes limiers qui le renseignent sur le drame qui vient de s'y produire. Entre-temps, victime certainement de remords, le soldat décide également de mettre fin à ses jours. Il avale ainsi une dose d'acide qui, d'après les urgentistes de l'hôpital militaire, a commencé à faire des dégâts dans son organisme immédiatement. Le patient se trouverait même entre la vie et la mort. « Cela relèverait du miracle s'il venait à s'en tirer », confie une source hospitalière. La belle famille du militaire n'en revient toujours pas, d'autant que le présumé assassin est considéré par les parents de la défunte comme quelqu'un d'exemplaire.

Fouille à la prison centrale de Libreville

Une grande quantité d'objets prohibés saisis

LBON
Libreville/Gabon

LA prison centrale de Libreville serait-elle devenue un lieu de trafic par excellence ? C'est la question que l'on est tenté de se poser, au regard de l'importante quantité d'objets, pourtant prohibés en milieu carcéral, saisie hier au cours d'une opération de fouille minutieusement menée par les matons qui, pour la circonstance, ont bénéficié du renfort des éléments de la police. Les faits sont jugés graves, rien ni personne ne permettant d'expliquer la présence d'autant d'objets dans un milieu censé être sécurisé. En effet, diligenté par le commandant en chef de la Sécurité pénitentiaire, le colonel Peter Bevigna, et conduite par le directeur de la prison, le colonel Pierre Marie Djamen-dongo, l'opération d'hier a permis de constater que



Photo : LBON

Des armes blanches fabriquées par les détenus.

les détenus, bénéficiant incontestablement de plusieurs complicités, se livrent allègrement à des activités louches au sein de leur lieu de détention. Et la moisson l'atteste si bien, qu'il s'agisse de la quantité ou de la nature des objets saisis, en l'occurrence : couteaux, cuillères, fourchettes, ceintures, rallonges, lames, fers, téléphones portables, drogue (cocaïne et chanvre

indien)... et une corde faite à partir d'un drap et utilisée pour faciliter les évasions. Il n'en fallait pas plus pour que les autorités carcérales diligent aussitôt une enquête, afin de démêler l'écheveau. A en croire Pierre Marie Djamen-dongo, les premiers indices montrent qu'il y a des complicités aussi bien au sein de son unité qu'à l'extérieur.



Photo : LBON

De la drogue également saisie.

Sur la question de savoir comment cela est-il possible, le directeur de la prison centrale de Libreville répond : « certains de nos éléments font preuve de laxisme en favorisant l'entrée d'objets interdits par la réglementation, en l'occurrence la drogue. D'autres objets sont de fabrication artisanale à partir des outils apportés par les parents. Il y aussi d'anciens détenus qui ont tissé cer-

taines affinités au sein de la prison pour y écouler la drogue ». Ainsi, des investigations menées auprès des prisonniers mis en cause, il ressort que certains noms des gardiens de prison ont été cités. « Une procédure judiciaire est engagée à leur encontre dès aujourd'hui », nous a fait savoir Pierre Marie Djamen-dongo, qui regrette, par ailleurs, l'insuffisance des structures

d'accueil. D'autant plus que, construite dans les années 1950 pour accueillir trois cent, ensuite quatre cent détenus, après agrandissement, la prison centrale de Libreville héberge de nos jours plus de deux mille pensionnaires. Une situation intenable qui expose les matons à toutes sortes de dangers permanents. Notamment, les agressions subies par certains d'entre-eux, souvent en nombre insuffisant pour apporter la riposte appropriée. Autre écueil dans l'exercice de leurs fonctions par les agents pénitentiaires, l'absence du dispositif nécessaire à l'accomplissement, de manière efficiente, de leur mission assez délicate. D'où l'appel des autorités carcérales à la construction d'une prison à même de contenir un grand nombre de prisonniers et dotée d'un matériel approprié.

Usurpation de titre à Lambaréné

Wilfried Rewora se faisait passer pour un officier militaire

SCOM
Libreville/Gabon

POLICE d'investigation judiciaire (Pij), Gendarmerie nationale, Garde républicaine (GR) et Sécurité pénitentiaire! Autant de corps militaires auxquels Wilfried Rewora - Gabonais de 30 ans, ancien repris de justice, tombé, le mercredi 20 avril dernier, dans les filets des vrais limiers de l'antenne de la Police d'in-

vestigation judiciaire du chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué-, se targuait d'appartenir. Présenté, le lendemain de son interpellation, à un juge d'instruction du parquet local, le faux agent des forces de sécurité séjourne désormais à "Sans-famille". C'est au quartier Point V, dans le premier arrondissement de la ville du "Grand Blanc", que l'officier" Rewora va être cueilli par des flics en civil, minutieusement renseignés sur



Photo : DR

Le mis en cause dans les locaux de la Pij, avant d'être déferé.

ses écarts de comportement. Notamment, que le faux agent passerait plus de temps à arnaquer des petits opérateurs économiques et autres paisibles citoyens, en leur exigeant des petites sommes d'argent pour des infractions imaginaires. « Le jeune homme détenait par devers lui un Motorola hors d'usage, outil de communication privilégié des agents. Il dissimulait aussi une bouteille d'huile vide dans son tee-shirt, pour faire croire

aux interlocuteurs grincheux qu'il était armé », indique un Officier de police judiciaire (OPJ) proche de ce dossier. Une fois informée de son arrestation, une dizaine des victimes des agissements de Wilfried Rewora ont aussitôt pris d'assaut le poste de police, dans le but de porter plainte contre le sulfureux personnage. Interrogé, le pseudo-officier a laissé entendre qu'il se comporte ainsi pour amuser la galerie. Notam-

ment, pour séduire les géantes des dépôts de boisson. Mais, en ce qui les concerne, on est pas sûr que l'usurpation de titre a de quoi faire sourire les autorités judiciaires. D'où la décision du juge d'instruction de placer l'intéressé en détention préventive à la prison centrale. Un univers qui ne lui est pas étranger, d'autant qu'il venait d'en sortir, par le biais de la grâce présidentielle.